

Pour les libertés fondamentales, pour les revendications, amplifions la mobilisation !

Malgré le confinement et les mesures liberticides, les mobilisations en défense des revendications et des libertés démocratiques ont pris de l'ampleur ces derniers jours.

Des dizaines de milliers de manifestants se sont rassemblés le 21 novembre dans toute la France, pour exiger l'abandon de la loi de sécurité globale. A l'Université, dans les AG et les manifestations du 17 novembre, notamment à la Sorbonne, les personnels et les étudiants se sont mobilisés pour rejeter la LPR.

Mais au lieu de répondre aux revendications légitimes des personnels et de la population, le gouvernement fait le choix de la répression. Cyniquement il profite de la crise actuelle pour continuer d'avancer, voire accélérer ses contre-réformes et les politiques d'austérité. Aujourd'hui, il entend renforcer ses moyens pour réprimer toute contestation avec notamment deux mesures particulièrement scandaleuses :

- La loi dite « sécurité globale » qui permettra (entre autres) aux entreprises privées d'embaucher des fonctionnaires de police, interdira la diffusion des violences d'état, généralisera la captation des visages des manifestants par drones, étendra les prérogatives de la police municipale. La FNEC FP-FO, avec sa Confédération, condamne cette proposition de loi.
- L'amendement 147 de la LPR, qui pourra punir jusqu'à 3 ans de prison et 45 000 euros d'amende « *le fait de pénétrer ou de se maintenir dans l'enceinte d'un établissement d'enseignement supérieur sans y être... dans le but de troubler la tranquillité ou le bon ordre de l'établissement* » (article 20 bis AA).

C'est la logique qui a présidé aux poursuites disciplinaires ou pénales à l'encontre de nos camarades mobilisés contre la réforme du baccalauréat, à Clermont, Cahors, Melle et aujourd'hui à Bordeaux... C'est celle de la répression brutale contre les lycéens demandant de meilleures conditions d'apprentissage.

Cette dérive autoritaire est confirmée par l'interdiction de la manifestation contre la LPR mardi 24 novembre dont les syndicats de l'enseignement supérieur et de la recherche (dont FO) avaient demandé l'autorisation à la préfecture de Paris. Elle est donc transformée en rassemblement place Jussieu. La FNEC FP-FO y participera pour signifier par sa présence sa détermination à préserver nos droits fondamentaux.

La FNEC FP-FO soutient les AG, les réunions qui se tiennent pour préparer les manifestations du 24 novembre afin d'exiger l'abrogation de la LPR.

Elle appelle l'ensemble des personnels de l'Education nationale et de l'Enseignement supérieur et de la Recherche à amplifier les réunions et les prises de positions, pour décider la mobilisation en défense des revendications, des statuts, des franchises universitaires, des libertés démocratiques, et pour l'abandon du projet de loi de sécurité globale.